

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 96 — 1797

[C — 29267]

9 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1991;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 1996;

Vu l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juin 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 décembre 1991 est modifié comme suit : Au littéra A - Personnel administratif.

A) Sous le titre « Services du Secrétariat général - Administration centrale »,

1) les mentions : « Service pour la promotion culturelle et professionnelle des femmes » sont remplacées par les mentions : « Service de l'Egalité des chances »;

2) Sous le point VIII - Direction d'administration de l'Aide à la jeunesse : la mention « Centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » est supprimée.

3) Sous le point VIII - Direction d'administration de l'Aide à la jeunesse -

1. Groupe d'Institutions publiques de Protection de la jeunesse :

A. le b) est supprimé.

B. le c) devient :

« b) Personnel dont la situation n'est pas réglée par le statut applicable au personnel visé au a) ci-dessus.

Médecin psychiatre (temps partiel)..... 5

Médecin (temps partiel)..... 5

Aumônier..... 5

Conseiller laïque..... 5 »

C) les mentions :

« Chef de groupe..... 9

soit aspirant maître d'enseignement professionnel

soit maître d'enseignement professionnel, soit aspirant professeur..... 34 »

soit professeur.....

sont remplacées par :

« Chef de groupe..... 13

soit aspirant maître d'enseignement professionnel

soit maître d'enseignement professionnel..... 30 »

soit aspirant professeur soit professeur.....

4) Sous le point VIII - Direction d'administration de l'Aide à la jeunesse - les mentions figurant au 2. sont remplacées par :

« 2. Services de l'Aide à la jeunesse et de Protection judiciaire

Premier attaché de l'Aide à la jeunesse.....	26
Attaché de l'Aide à la jeunesse.....	6
Délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse.....	36
Chef administratif.....	4
Sous-chef de bureau.....	6
Délégué permanent à la protection de la jeunesse ou délégué permanent de 1ère classe ou délégué permanent principal à la protection de la jeunesse (*).....	188
Rédacteur.....	7
Commis-sténodactylographe chef.....	1
Commis-dactylographe chef.....	8
Commis-dactylographe ou commis-dactylographe principal (*).....	25

3. Service d'inspection

Inspecteur ou inspecteur principal (*).....	13 "
---	------

B) Sous « Direction générale des Affaires sociales - Administration centrale » un point VI, libellé comme suit, est ajouté :

« Personnel du Centre d'étude de la population et de la famille

Personnel scientifique

Attaché ou assistant ou 1 ^{er} assistant ou chef de travaux ou chef de travaux agrégé.....	3 (1)
---	-------

Personnel administratif

Correspondant en chef de la recherche.....	1 (1)
--	-------

Garçon de bureau ou correspondant adjoint de la recherche ou correspondant de la recherche ou 1 ^{er} correspondant de la recherche.....	1 " (1)
--	---------

C) Sous « Direction générale de la Santé - Administration centrale - Pour l'ensemble de la Direction générale »

1. - les termes :

« Soit médecin-chef de service

soit inspecteur-médecin chef de service (1).....	5 "
--	-----

sont remplacés par les termes :

« Soit médecin-chef de service, soit inspecteur-médecin chef de service (1) soit inspecteur-chef de service (1).....	5 "
--	-----

2. - les termes :

« Soit médecin

soit inspecteur médecin.....	6 "
------------------------------	-----

sont remplacés par les termes :

« Soit médecin, soit inspecteur médecin, soit inspecteur hygiéniste (1).....	6 "
--	-----

D) Sous « Direction générale de la Culture et de la Communication - Administration centrale »;

- les termes : « Fonctions particulières - Service de la jeunesse

Conseiller.....	1
-----------------	---

Conseiller adjoint au Service de la jeunesse.....	1 "
---	-----

sont remplacés par les termes :

« Fonctions spécialisées - Service de la jeunesse

Conseiller.....	1
-----------------	---

Conseiller adjoint.....	1 "
-------------------------	-----

Au littera B - Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :

Sous le titre : Services du Secrétariat général - Administration centrale - II - Direction d'administration de l'Aide à la jeunesse, la mention « Centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » est supprimée.

(1) Emplois mis en extinction.

Art. 2. L'article 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 précité est complété comme suit :

Au littera A. Personnel administratif;

après les termes :

- « Inspecteur-médecin chef de service à la Direction générale de la Santé »;

sont ajoutés les termes :

- « Inspecteur-chef de service à la Direction générale de la Santé »;

- « Inspecteur hygiéniste à la Direction générale de la Santé »;

Art. 3. L'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 précité est abrogé.

Art. 4. Les articles 1^{er}, littera C, § 3 et 4, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - sont abrogés.

L'article 1^{er} littera E de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge à l'exception de l'article 1^{er}, D) qui produit ses effets le 18 décembre 1991.

Art. 6. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 9 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 96 — 1797

[S - C - 29267]

9 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschapsen Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1991;

Gelet op het gemotiveerd advies van het Hoog Overlegcomité van Sector XVII;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 17 juni 1996 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 december 1991, wordt gewijzigd als volgt :

Bij littera A — ADMINISTRATIEF PERSONEEL.

A) Onder de titel "Diensten van het Secretariaat-generaal — Hoofdbestuur",

1° wordt de melding : "Dienst voor de culturele en professionele bevordering van vrouwen" vervangen door de melding "Dienst voor Gelijke Kansen";

2° Onder punt VIII — Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd : wordt de melding "Centrum voor informatie, vorming en vervolmaking van de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming" afgeschaft.

3° Onder punt VIII — Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd — 1. Groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming :

A. b) wordt afgeschaft.

B. c) wordt :

"b) Personeel waarvan de toestand niet wordt geregeld bij het statuut toepasselijk op de personeelsleden bedoeld in a) hiervoor :

Geneesheer psychiater (deeltijds)	5
Geneesheer (deeltijds)	5
Aalmoezenaar	5
Lekenconsulent	5"
C. worden de meldingen :	
"Groepschef	9
Ofwel aspirant-vakmeester ofwel vakmeester, ofwel aspirant-leraar ofwel leraar	34"
vervangen door :	
"Groepschef	13
Ofwel aspirant-vakmeester ofwel vakmeester, ofwel aspirant-leraar ofwel leraar	30"

4° Onder punt VIII — Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd — worden de meldingen onder 2. vervangen door :

"2. Diensten voor hulpverlening aan de jeugd en voor gerechtelijke bescherming

Eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd	26
Attaché bij de hulpverlening aan de jeugd	6
Hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming	36
Bestuurschef	4
Onderbureauchef	6
Vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming of vast afgevaardigde eerste klasse of eerstaanwend vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming (*)	188
Opsteller	7
Hoofdklerk-stenotypist	1
Hoofdklerk-typist	8
Klerk-typist of eerstaanwend klerk-typist (*)	25
3. Inspectiedienst	
Inspecteur of eerstaanwend inspecteur (*)	13"

B) Onder "Algemene directie voor sociale zaken - Hoofdbestuur" wordt een punt VI, luidend als volgt, toegevoegd :

"Personeel van het Centrum voor bevolkings- en gezinsstudien

Wetenschappelijk personeel

Attaché of assistent of eerste assistent of werkleider of geaggregeerd werkleider

3 (1)

Administratief personeel

Hoofdcorrespondent der vorsing

1 (1)

Bureaubode of adjunct-correspondent der vorsing of correspondent der vorsing of eerste correspondent der vorsing

1" (1)

C) Onder "Algemene directie van gezondheid — Hoofdbestuur — Voor het geheel van de Algemene Directie"

1. Worden de woorden :

"Ofwel geneesheer-hoofd van dienst ofwel inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst (1)

5"

vervangen door de volgende woorden :

"Ofwel geneesheer-hoofd van dienst ofwel inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst (1) ofwel inspecteur-hoofd van dienst

5"

2. Worden de woorden :

Ofwel geneesheer ofwel inspecteur-geneesheer

6"

vervangen door de woorden :

"Ofwel geneesheer ofwel inspecteur-geneesheer ofwel inspecteur hygiënist (1)

6"

(1) Uitdovende ambten.

D) Onder "Algemene directie van cultuur en communicatie — Hoofdbestuur"

worden de woorden : "Bijzondere functies — Dienst voor de jeugd

Adviseur.....	1
Adjunct-adviseur bij de dienst voor de jeugd.....	1"
vervangen door de woorden :	
"Gespecialiseerde ambten — Dienst voor de jeugd	
Adviseur.....	1
Adjunct-adviseur.....	1"

Bij littera B — Meesters-, vak- en dienstpersoneel — :

Onder de titel Dienst van het secretariaat-generaal — Hoofdbestuur — II — Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd wordt de melding "Centrum voor informatie, vorming en vervolmaking van de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming" afgeschaft.

Art. 2. Artikel 2, § 2, van het voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 wordt aangevuld als volgt :

Bij littera A. Administratief personeel;

na de woorden :

— "Inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst bij de Algemene Directie van Gezondheid";

worden de woorden toegevoegd :

— "Inspecteur-hoofd van dienst bij de Algemene Directie van Gezondheid";

— "Inspecteur hygiënist bij de Algemene Directie van Gezondheid".

Art. 3. Artikel 3 van het voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991, wordt opgeheven.

Art. 4. De artikelen 1, littera C, 3, § 3, en 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — worden opgeheven.

Artikel 1, littera E, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1, D), dat uitwerking heeft met ingang van 18 december 1991.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1798

[C — 29276]

22 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 portant le règlement organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales tel que modifié;

Vu les règles statutaires ci-après, telles que modifiées et d'application au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment :

- L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;
- L'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;
- L'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères;

Vu le protocole n° 144 du Comité de Secteur XVII conclu le 30 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil de Direction notamment en ce qu'il subordonne son avis favorable à l'ajout d'une disposition complémentaire relative à l'accès de certains titulaires de grades de fonctions spécialisées, au grade commun de conseiller;

Considérant que cet ajout aurait impliqué que l'ensemble de la procédure d'adoption du projet soit recommencée, alors qu'il est impératif que les procédures de promotion rendues possibles par les modifications que fonde le présent arrêté soient mises en oeuvre le plus rapidement possible;